



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral des assurances sociales OFAS

Supplément 12 aux Directives concernant le régime des allocations pour perte de gain (DAPG)

Valable à partir du 1^{er} janvier 2025

318.701.12 f DAPG

10.24

Préface au supplément 12, valable dès le 1^{er} janvier 2025

Le présent supplément prévoit diverses précisions en lien avec la jurisprudence actuelle et la modification de la LAPG, ainsi que des adaptations rédactionnelles.

Les chiffres marginaux modifiés à ce titre sont mis en évidence par l'adjonction 1/25.

- 5004
1/25 Sont assimilées aux personnes exerçant une activité lucrative celles qui rendent vraisemblable qu'elles auraient pu entreprendre une activité lucrative de longue durée, si elles n'avaient pas dû entrer en service. Satisfont à cette exigence les personnes qui auraient commencé une activité lucrative de durée illimitée ou dont la durée aurait été d'une année au moins ([ATF136 V 231](#)).
- 5042
1/25 Pour les personnes qui ont achevé leur formation professionnelle immédiatement avant l'entrée en service ou qui l'auraient terminée pendant le service, l'allocation est calculée d'après le salaire versé dans la profession concernée. Dans ces cas, il est présumé que ces personnes auraient entrepris une activité lucrative. La caisse de compensation compétente doit se baser sur les valeurs médianes de l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) ([tableau T17](#)). Si les données statistiques reflètent les salaires réels avec des différences entre hommes et femmes, il faut utiliser le revenu plus élevé, indépendamment du sexe de l'ayant droit. Dans de tels cas, la caisse de compensation peut vérifier le suivi après le service dans la mesure où il existe des doutes sur le début de l'activité lucrative ([arrêt du TF 9C_693/2016 du 29 novembre 2016](#)).
- 5060
1/25 Pour des personnes qui font du service alors qu'elles sont en formation (étudiants, élèves d'un technicum ou d'une école professionnelle, etc.) et qui ont, au cours des douze derniers mois précédant l'entrée en service, exercé une activité lucrative durant quatre semaines au moins (20 jours ou 160 heures de travail), l'allocation est calculée en tenant compte du revenu réalisé dans cette activité. Les périodes sans revenu sont également prises en considération dans le calcul. Si ces personnes établissent qu'elles auraient exercé une activité lucrative d'une telle durée minimale mais qu'aucun emploi n'a pu leur être procuré, le revenu attesté par l'office du travail est déterminant.
- 8020
1/25 Si, dans un tel cas, la caisse de compensation verse directement la totalité de l'allocation à la personne qui fait du

service, la cotisation due à l'AC doit être prélevée sur la part de l'allocation correspondant au salaire de l'employeur. Aucune cotisation AC n'est prélevée sur la part du revenu de l'activité indépendante.

8021 Si la caisse de compensation verse une part de l'allocation
1/25 à l'employeur, au sens du ch. 6033, elle procède, pour cette part, selon les ch. 8008 à 8013 (y compris la cotisation AC). De son côté, l'employeur doit l'inclure dans son décompte des salaires. Aucune cotisation AC n'est prélevée sur la part de l'allocation correspondant au revenu de l'activité indépendante. Cette part de l'allocation est versée directement à la personne par la caisse. La caisse de compensation prend par ailleurs les mesures nécessaires pour inscrire, dans le compte individuel de la personne assurée, la part de l'allocation qui est directement versée par elle.